



Vérifier au prononcé

Huitième Session du Comité d'experts de l'administration publique

Discours de Madame la Présidente du Conseil économique et social

Lundi, le 30 mars 2009

Excellences,

Mesdames et Messieurs,

Je suis très heureuse d'être parmi vous ce matin et de vous adresser la parole en tant que Présidente du Conseil économique et social. Je profite de l'occasion qui m'est donnée pour féliciter les membres du Comité d'experts de l'administration publique pour leurs contributions significatives à l'avancement des objectifs de développement des Nations Unies. Je suis convaincue que les discussions de la 8^{ème} Session du Comité d'experts de l'administration publique renforceront encore la cohérence et la synergie de notre travail commun pour la création et la consolidation de systèmes efficaces de gouvernance en vue du développement durable.

Le thème principal que vous avez choisi d'aborder cette année est particulièrement important en ces temps de crises.

En effet, lors de tout cataclysme, que ce soit de nature financière, écologique ou autre, les ressources dont disposent ceux qui servent les citoyens sont malheureusement souvent les premières à être comprimées. Je parle des fonctionnaires qui sont au service des citoyens en ce moment même: les enseignants qui instruisent nos enfants, les assistants sociaux qui

viennent en aide aux plus vulnérables, les policiers qui veillent à la sécurité de nos familles et de nos communautés.

Or, comme un éminent responsable des politiques publiques a dit: «Quand les institutions gouvernementales échouent, des gens en meurent.¹»

Mesdames et Messieurs,

Lorsqu'on parle du facteur humain dans le renforcement des capacités aux fins du développement, plusieurs défis se posent. Permettez-moi d'en énumérer brièvement trois :

Avant toute chose, un leadership visionnaire et stratégique est indispensable.

Pour lutter contre la pauvreté et la famine, affronter la crise de l'énergie, combattre l'effondrement du système financier, faire face au réchauffement climatique, nous avons besoin de leaders qui, non seulement ont la connaissance, la formation et les compétences nécessaires mais qui aussi et surtout oeuvrent dans l'intérêt général.

Nous avons besoin de leaders qui comprennent les difficultés auxquelles sont confrontés les citoyens, et qui ensuite évaluent ces difficultés de manière objective et impartiale afin de faire des multiples voix éparses une seule vision unifiée de la nation.²

Le deuxième défi posé est celui de la relation intrinsèque entre les leaders compétents et les institutions mêmes qu'ils dirigent. En effet, des institutions publiques performantes et légitimes se trouvent rarement dépourvues de dirigeants forts. En revanche, de vrais leaders ne prospèrent guère au sein d'institutions gangrenées par la corruption et dénuées de l'état de droit.

¹ Asch, Chris Myers. Fondateur du *Public Service Academy*. *New York Times*
<http://www.nytimes.com/2009/01/07/us/07academy.html?partner=rss>

² Kauzya, John-Mary. *Présentation DPADM/DESA*. <http://unpan1.un.org/intradoc/groups/public/documents/UN/UNPAN030039.pdf>

Troisièmement, nous ne pouvons pas nous permettre d'ignorer les technologies de l'information et de la communication en tant que catalyseurs trans-sectoriels du développement. Lorsque les technologies de l'information et de la communication sont utilisées de façon adéquate et efficace, elles sont capables de révolutionner les processus d'administration et de la gestion de l'information, y compris la performance des organes du service public. La question qui se pose est donc la suivante : Comment utiliser ces outils de façon à ce qu'ils renforcent la capacité humaine dans la gouvernance et le développement ?

L'ère électronique présente une occasion importante de diffuser et de répandre la connaissance tout en renforçant la confiance entre le gouvernement et les citoyens. Ceci, à son tour, n'est possible que par le biais du renforcement du rôle du facteur humain dans le développement.

Un exemple pertinent se présente dans l'initiative, lancée dans le contexte de l'Examen ministériel annuel de l'ECOSOC de 2009, de la discussion en ligne sur la santé publique mondiale et organisée conjointement par le Département des Affaires économiques et sociales (DAES) de l'ONU et le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD). Grâce à ce forum en ligne, ouvert à quiconque souhaite y participer, il devient possible de partager les leçons apprises sur les différents modèles pour combattre les défis posés par divers systèmes de santé.

Excellences,

Mesdames et Messieurs,

Dans l'ère électronique, le besoin de consolider les ressources humaines dans le secteur public est plus important que jamais. Notre future réside en grande partie dans notre capacité à créer des institutions d'administration publique innovatrices et dans des leaders aptes à relever les nouveaux défis de nos jours.

Comment peut-on mettre à profit le gouvernement électronique et mobile pour améliorer la santé et l'éducation ? Comment mieux exploiter ces moyens pour accroître la transparence et la représentation en matière de gouvernance ? Et que faire pour institutionnaliser ces qualités de gouvernance afin de pouvoir répondre aux besoins des citoyens de manière continue et efficace ?

Celles-ci ne constituent que quelques-unes des questions auxquelles la thématique du facteur humain dans le développement nous pousse à réfléchir. Je suis persuadée que vos délibérations produiront d'importantes orientations sur ces questions ainsi que sur d'autres tout en guidant les décideurs publics vers des politiques adéquates centrées sur le facteur humain.

Excellences,

Mesdames et Messieurs,

Je ne voudrais conclure sans remercier le Comité d'avoir répondu par l'affirmative à l'invitation du Conseil économique et social aux Commissions et Comités techniques d'apporter leur contribution à l'Examen ministériel annuel, qui porte, comme vous le savez, cette année sur « La mise en œuvre des objectifs convenus et des engagements pris au niveau international dans le domaine de la santé publique ».

Le Conseil économique et social s'emploie à accroître son efficacité en tant que principal organe des Nations Unies pour la coordination, l'examen des politiques et la fourniture de directives sur les questions de développement économique et social. Les nouvelles méthodes de travail du Conseil, y compris l'Examen ministériel annuel et le Forum pour la coopération en matière de développement, sont conçues pour faire progresser le programme de l'Organisation des Nations Unies en matière de développement. On ne saurait toutefois y arriver sans la coopération d'autrui.

Je vous souhaite des délibérations fructueuses et vous remercie de votre aimable attention.